

Dossier d'été : Les principales lois parues au Journal officiel depuis le début de l'année 2017

Dossier d'été : Les principales lois parues au Journal officiel depuis le début de l'année 2017

21/08/2017

Dossier d'été : Les principales lois parues au Journal officiel depuis le début de l'année 2017

La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes les plus importants parus au Journal officiel.

- LOI organique n° 2017-54 du 20 janvier 2017 relative aux **autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes [JO 21 janvier 2017]**. – *Modification du Code général des collectivités territoriales et de plusieurs textes non codifiés ;*
- LOI n° 2017-55 du 20 janvier 2017 **portant statut général des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes [JO 21 janvier 2017]**. – *Modification du Code monétaire et financier, du Code de la santé publique, du Code du cinéma et de l'image animée, du Code de commerce, du Code du sport, du Code des transports, du Code des postes et des communications électroniques, du Code de l'environnement, du Code des relations entre le public et l'administration, du Code de la défense, du Code de la justice administrative, du Code de procédure pénale, du Code de la sécurité intérieure, du Code de l'énergie, du Code électoral, du Code de la recherche, du Code de la sécurité sociale, du Code de la propriété intellectuelle, du Code pénal, du Code de la consommation et de plusieurs textes non codifiés. – Voir également Cons. const., 19 janv. 2017, déc. n° 2017-746 DC.*
- LOI n° 2017-86, 27 janvier 2017 relative à **l'égalité et à la citoyenneté [JO 28 janvier et rectificatif 31 janvier 2017]**. – *Ce texte contient des date d'entrée en vigueur différentes et modifie de très nombreux codes et textes non codifiés ;*
- LOI n° 2017-203 du 21 février 2017 **ratifiant les ordonnances n° 2016-301 du 14 mars 2016 relative à la partie législative du code de la consommation et n° 2016-351 du 25 mars 2016 sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage d'habitation et simplifiant le dispositif de mise en œuvre des obligations en matière de conformité et de sécurité des produits et services [JO 22 février 2017]**. – *Modification du Code de la consommation, du Code des assurances, du Code de la mutualité, du Code de la santé publique, du Code monétaire et financier, du Code général des impôts. – Modification de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965. – Ratification de l'ordonnance n° 2016-301 du 14 mars 2016 et de l'ordonnance n° 2016-351 du 25 mars 2016 ;*
- LOI n° 2017-204 du 21 février 2017 **ratifiant l'ordonnance n° 2016-1519 du 10 novembre 2016 portant création au sein du service public de l'emploi de l'établissement public chargé de la formation professionnelle des adultes [JO 22 février 2017]**. – *Ratification de l'ordonnance n° 2016-1519 du 10 novembre 2016 ;*

-
- LOI n° 2017-220 du 23 février 2017 **ratifiant l'ordonnance n° 2016-966 du 15 juillet 2016** portant simplification de procédures mises en œuvre par l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé **et comportant diverses dispositions relatives aux produits de santé [JO 24 février 2017]**. – *Modification du Code de la santé publique, du Code de la sécurité sociale, du Code pénal, du Code de la recherche et de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016. – Ratification de l'ordonnance n° 2016-966 du 15 juillet 2016. – Ce texte contient une date d'entrée en vigueur particulière (cf. art. 4, V).*
 - LOI n° 2017-227 du 24 février 2017 **ratifiant les ordonnances n° 2016-1019 du 27 juillet 2016** relative à l'autoconsommation d'électricité et n° 2016-1059 du 3 août 2016 relative à la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables et **visant à adapter certaines dispositions relatives aux réseaux d'électricité et de gaz et aux énergies renouvelables [JO 25 février 2017]**. – *Modification du Code de l'énergie, du Code général des collectivités territoriales et du Code de l'environnement ;*
 - LOI n° 2017-228 du 24 février 2017 **ratifiant l'ordonnance n° 2016-462 du 14 avril 2016** portant **création de l'Agence nationale de santé publique** et modifiant l'article 166 de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de **modernisation de notre système de santé [JO 25 février 2017]**. – *Et modification du Code de la santé publique ;*
 - LOI n° 2017-242 du 27 février 2017 portant **réforme de la prescription en matière pénale [JO 28 février 2017]**. – *Modification du Code de procédure pénale, du Code pénal, du Code de justice militaire et du Code des douanes ;*
 - LOI n° 2017-256, 28 février 2017 de **programmation relative à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique [JO 1er mars 2017]**. – *Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulières - Modification de nombreux codes et textes codifiés ;*
 - LOI n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au **statut de Paris et à l'aménagement métropolitain [JO 1er mars 2017]**. – *Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulières - Modification de nombreux codes et textes codifiés ;*
 - LOI n° 2017-258 du 28 février 2017 relative à la **sécurité publique [JO 1er mars 2017]**. – *Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulières - Modification de nombreux codes et textes codifiés ;*
 - LOI n° 2017-261 du 1er mars 2017 visant à **préserver l'éthique du sport, à renforcer la régulation et la transparence du sport professionnel et à améliorer la compétitivité des clubs [JO 2 mars 2017]**. – *Entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2018 - Modification du Code du sport, du Code pénal, du Code de la sécurité sociale, du Code de l'éducation, de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 et de la loi n° 2010-476 du 12 mai 2010 ;*
 - LOI n° 2017-262 du 1er mars 2017 relative aux **modalités de calcul du potentiel fiscal agrégé des communautés d'agglomération issues de la transformation de syndicats d'agglomération nouvelle (ex SAN) [JO 2 mars 2017]**. – *Modification du Code général des collectivités territoriales ;*

- LOI n° 2017-285 du 6 mars 2017 visant à **favoriser l'assainissement cadastral et la résorption du désordre de propriété [JO 7 mars 2017]**. – *Modification du Code général des impôts et de la loi du 31 mars 1884* ;
- LOI n° 2017-286 du 6 mars 2017 tendant à **renforcer les obligations comptables des partis politiques et des candidats [JO 7 mars 2017]**. – *Modification du Code électoral et de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988* ;
- LOI n° 2017-289 du 7 mars 2017 ratifiant les ordonnances n° 2016-1561 du 21 novembre 2016 **complétant et précisant les règles budgétaires, financières, fiscales et comptables applicables à la collectivité de Corse**, n° 2016-1562 du 21 novembre 2016 portant diverses **mesures institutionnelles relatives à la collectivité de Corse** et n° 2016-1563 du 21 novembre 2016 portant diverses **mesures électorales applicables en Corse [JO 8 mars 2017]**. – *Ratification et Modification de l'ordonnance n° 2016-1561 du 21 novembre 2016 et de l'ordonnance n° 2016-1562 du 21 novembre 2016. – Ratification de l'ordonnance n° 2016-1563 du 21 novembre 2016* ;
- LOI n° 2017-347 du 20 mars 2017 relative à **l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse [JO 21 mars 2017]**. – *Modification du Code de la santé publique* ;
- LOI n° 2017-348 du 20 mars 2017 relative à la **lutte contre l'accaparement des terres agricoles et au développement du biocontrôle [JO 21 mars 2017]**. – *Modification du Code rural et de la pêche maritime et du Code de l'urbanisme. – Ce texte contient une date d'entrée en vigueur particulière (cf. art. 12)* ;
- LOI n° 2017-399 du 27 mars 2017 relative au **devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre [JO 28 mars 2017]**. – *Modification du Code de commerce*.
- LOI n° 2017-1154 du 11 juillet 2017 **prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [JO 12 juillet 2017]**. – *Modification de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955* ;
- LOI n° 2017-1206 du 31 juillet 2017 de règlement du **budget et d'approbation des comptes de l'année 2016 [JO 1er août 2017]**. – *Modification de la loi n° 2005-1720 du 30 décembre 2005* ;
- LOI n° 2017-1241 du 8 août 2017 **ratifiant l'ordonnance n° 2016-1360 du 13 octobre 2016 modifiant la partie législative du Code des juridictions financières [JO 9 août 2017]**. – *Modification du Code des juridictions financières et ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958. – Ratification de l'ordonnance n° 2016-1360 du 13 octobre 2016* ;

La Rédaction législation